

1. Autorité Compétente / Pays Approving Competent Authority/Country DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE FRANCE		2. Certificat d'autorisation de mise en service AUTHORISED RELEASE CERTIFICATE DGAC FORM 1				3. N° de repère du Formulaire Form Tracking Number
4. Nom et Adresse de l'Organisme : Organisation Name and Address :					5. Bon de commande/Contrat/Facture Work Order/Contract/Invoice	
6. Item / Item	7. Description/Description	8. N° de pièce / Part No.	9. Qté / Qty	10. N° série / Serial No.	11. Etat/Travaux / Status/Work /	
12. Remarques Remarks						
13a. Certifie que les éléments identifiés ci-dessus ont été fabriqués conformément aux : Certifies that the items identified above were manufactured in conformity to: <input type="checkbox"/> données de conception approuvées et sont en état de fonctionner en toute sécurité approved design data and are in a condition for safe operation <input type="checkbox"/> données de conception non approuvées spécifiées dans la case 12 non-approved design data specified in block 12			14a. <input type="checkbox"/> Approbation pour remise en service selon Partie 145.FR.50 Partie 145.FR.50 Release to Service <input type="checkbox"/> Autre réglementation précisée en case 12 Other regulation specified in block 12 Certifie que, sauf indication contraire spécifiée en case 12, les travaux identifiés en case 11 et décrits en case 12, ont été réalisés conformément à la Partie 145-FR et qu'au vu de ces travaux, les pièces sont considérées prêtes à la remise en service. Certifies that unless otherwise specified in block 12, the work identified in block 11 and described in block 12, was accomplished in accordance with Partie 145-FR and in respect to that work the items are considered ready for release to service.			
13b. Signature autorisée / Authorised Signature		13c. Numéro d'agrément/d'autorisation Approval/Authorisation Number		14b. Signature autorisée / Authorised Signature		14c. Numéro du Certificat / Agrément Certificate / Approval Ref No
13d. Nom / Name		13e. Date (jj mmm aaaa) / Date (dd mmm yyyy)		14d. Nom / Name		14e. Date (jj mmm aaaa) / Date (dd mmm yyyy)
Responsabilités de l'utilisateur/installateur / User/Installer Responsibilities Ce document ne constitue pas forcément l'autorisation d'installer l'(es) item(s) <i>This certificate does not automatically constitute authority to install the item(s).</i> Quand l'utilisateur/installateur travaille selon les réglementations d'une autorité de navigabilité différente de l'autorité de navigabilité mentionnée dans la case 1, il est essentiel que l'utilisateur/installateur s'assure que son autorité de navigabilité accepte les items libérés par l'autorité de navigabilité mentionnée dans la case 1. <i>Where the user/installer performs work in accordance with regulations of an airworthiness authority different than the airworthiness authority specified in block 1, it is essential that the user/installer ensures that his/her airworthiness authority accepts items from the airworthiness authority specified in block 1.</i> Les indications portées en case 13a ne constituent pas une certification d'installation. Dans tous les cas le dossier d'entretien de l'aéronef doit contenir une certification d'installation délivrée conformément aux règlements nationaux par l'utilisateur/installateur avant que l'aéronef puisse voler. <i>Statements in block 13a do not constitute installation certification. In all cases aircraft maintenance records must contain an installation certification issued in accordance with the national regulations by the user/installer before the aircraft may be flown</i>						

Certificat d'autorisation de mise en service — Formulaire 1 de la DGAC

Les présentes instructions ne concernent que l'utilisation du formulaire 1 de la DGAC à des fins de maintenance. Il y a lieu de se référer à l'arrêté du 22 novembre 2002 modifié relatif aux procédures de certification des aéronefs, produits et pièces d'aéronefs (Partie 21), qui couvre l'utilisation du formulaire 1 de la DGAC à des fins de production.

1. OBJET ET UTILISATION

- 1.1. L'objectif premier du certificat est de déclarer la navigabilité des travaux de maintenance effectués sur des produits, pièces et équipements (ci- après dénommés « élément(s) »).
- 1.2. Une corrélation doit être établie entre le certificat et le ou les éléments. L'émetteur doit conserver un certificat sous une forme permettant la vérification des données originales.
- 1.3. Le certificat n'est ni un bon de livraison, ni une lettre de transport.
- 1.4. Le certificat ne peut être utilisé pour la remise en service d'un aéronef.
- 1.5. Le certificat ne vaut pas approbation d'installer l'élément sur un aéronef, un moteur ou une hélice spécifique, mais permet à l'utilisateur final de déterminer son état de navigabilité (approuvé).
- 1.6. Il n'est pas permis d'utiliser un même certificat pour différents éléments mis en service après production ou entretien.

2. MODÈLE GÉNÉRAL

- 2.1. Le certificat doit être conforme au modèle joint, y compris les numéros de cases et l'emplacement de chaque case. La taille des cases peut cependant être modifiée pour s'adapter à chaque cas particulier, mais sans dépasser des limites qui rendraient le certificat méconnaissable.
- 2.2. Le certificat doit être en format « paysage », mais la taille globale peut être notablement augmentée ou diminuée pour autant qu'il demeure reconnaissable et lisible. En cas de doute, consulter l'autorité.
- 2.3. La déclaration de responsabilité de l'utilisateur/installateur peut figurer sur l'un ou l'autre côté du formulaire.
- 2.4. Ce qui est imprimé doit être clair et lisible pour permettre une lecture facile.
- 2.5. Le certificat peut être soit pré-imprimé, soit émis de manière informatisée, mais dans tous les cas, l'impression des traits et caractères doit être claire, lisible et conforme au modèle.
- 2.6. Les informations à porter sur le certificat peuvent être soit tapées à la machine, soit imprimées de manière informatisée, soit écrites à la main en lettres majuscules et doivent permettre une lecture facile.
- 2.7. Dans un souci de clarté, éviter autant que possible les abréviations.
- 2.8. L'espace disponible au verso du certificat peut être utilisé par l'émetteur pour toute information complémentaire à l'exclusion de toute attestation de conformité. Toute inscription au verso doit être signalée dans la case appropriée au recto du certificat.

3. COPIES

Le nombre de copies du certificat envoyées au client ou conservées par l'émetteur n'est pas limité.

4. INSCRIPTIONS ERRONÉES SUR UN CERTIFICAT

- 4.1. Si un utilisateur final constate une erreur sur un certificat, il doit l'indiquer par écrit à l'émetteur. L'émetteur ne peut délivrer un nouveau certificat que si les erreurs peuvent être vérifiées et corrigées.
- 4.2. Le nouveau certificat doit comporter un nouveau numéro de traçage, une nouvelle signature et une nouvelle date.
- 4.3. Il n'est pas nécessaire de procéder à une nouvelle vérification de l'état du ou des éléments pour accepter une demande de nouveau certificat. Le nouveau certificat n'est pas une déclaration concernant l'état actuel de l'élément et doit comporter une référence au certificat précédent dans la case 12, comme suit : « Le présent certificat corrige l'erreur ou les erreurs constatée(s) dans la ou les cases [numéro de la ou des cases concernées] du certificat [numéro de traçage de l'original] daté du [date de délivrance de l'original] et ne couvre pas la conformité/l'état/la mise en service ». Les deux certificats doivent être conservés pendant la même période que celle prévue pour le certificat original.

5. ÉLABORATION DU CERTIFICAT PAR L'ÉMETTEUR

Case 1 : Autorité en matière d'agrément/pays

L'autorité compétente est la Direction Générale de l'Aviation Civile, la seule mention DGAC suffit.

Case 2 : En-tête du formulaire 1 de la DGAC

« CERTIFICAT D'AUTORISATION DE MISE EN SERVICE FORMULAIRE 1 DE LA DGAC »

Case 3 : Numéro de traçage du formulaire

Indiquer le numéro unique établi par le système/la procédure de numérotation de l'organisme mentionné dans la case 4 ; ce numéro peut comprendre des caractères alphanumériques.

Case 4 : Nom et adresse de l'organisme

Indiquer le nom et l'adresse complets de l'organisme agréé (se reporter certificat d'agrément formulaire 3 de la DGAC) qui émet les travaux couverts par le présent certificat. Les logos, etc., sont autorisés s'ils peuvent s'inscrire dans la case.

Case 5 : Bon de commande/contrat/facture

Pour faciliter la traçabilité du ou des éléments par le client, indiquer le numéro du bon de commande, le numéro du contrat, le numéro de la facture ou toute autre référence similaire.

Case 6 : Élément

Indiquer le numéro de ligne lorsqu'il y a plusieurs lignes. Cette case permet d'effectuer facilement des références croisées avec les observations indiquées dans la case 12.

Case 7 : Description

Indiquer le nom ou la description de l'élément. Il convient d'utiliser de préférence le terme employé dans les instructions pour le maintien de la navigabilité ou les données d'entretien (par exemple, catalogue des pièces illustré, manuel de maintenance de l'aéronef, bulletin de service, manuel d'entretien des composants).

Case 8 : Numéro de la pièce

Indiquer le numéro de référence de l'élément tel qu'il apparaît sur l'article ou l'étiquette/l'emballage. Dans le cas d'un moteur ou d'une hélice, la désignation de type peut être utilisée.

Case 9 : Quantité

Indiquer la quantité d'éléments.

Case 10 : Numéro de série

Si la réglementation impose d'identifier l'élément par un numéro de série, indiquer ce numéro dans cette case. Tout autre numéro de série non exigé par la réglementation peut également être indiqué. Si l'élément ne porte pas de numéro de série, indiquer « sans objet ».

Case 11 : État/travaux

Ci-après sont définies les mentions admises à figurer dans la case 11. N'indiquer qu'une seule de ces mentions. Si plusieurs mentions peuvent convenir, utiliser celle qui décrit le mieux la plus grande partie des travaux effectués et/ou l'état de l'article.

i)	Révision générale	Processus garantissant que l'élément concerné est tout à fait conforme à l'ensemble des tolérances applicables spécifiées dans le certificat de type, dans les instructions du fabricant en matière de maintien de la navigabilité ou dans les données approuvées ou acceptées par l'autorité. L'élément aura au minimum été démonté, nettoyé, inspecté, réparé le cas échéant, remonté et testé conformément aux données précisées ci-dessus.
ii)	Réparé	Correction de déféctuosité(s) conformément à une norme applicable (1).
iii)	Inspecté/testé	Examen, mesure, etc., effectués conformément à une norme applicable (1) (par exemple, inspection visuelle, essais de fonctionnement, essais au banc, etc.).
iv)	Modifié	Modification d'un élément conformément à une norme applicable (1).
v)	Neuf	<ul style="list-style-type: none"> i. Production d'un nouvel élément en conformité avec les données de conception approuvées ; ii. Nouvelle certification par l'organisme mentionné dans la case 4 du certificat précédent après modification ou rectification de l'élément, avant sa mise en service (par exemple, après introduction d'une modification de conception, correction d'un défaut, inspection ou essai, ou prolongation de la durée de stockage). Des informations détaillées sur la première mise en service et les travaux de modification ou de rectification doivent être indiquées dans la case 12 ; iii. Examen, avant sa remise en service, d'un nouvel élément mis en service auparavant, conformément à des normes ou spécifications particulières au client (dont les détails ainsi que des informations précises sur la première mise en service doivent être indiqués dans la case 12) ou avant d'établir la navigabilité (une explication de la base de la mise en service et des précisions sur la première mise en service doivent être indiquées dans la case 12).
(1) Par « norme applicable », il faut entendre une norme, méthode, technique ou pratique de fabrication/de conception/d'entretien/de qualité que l'autorité compétente a approuvée ou peut accepter. La norme applicable doit être décrite dans la case 12.		

Case 12 : Observations

Décrire les travaux mentionnés dans la case 11, soit directement, soit par renvoi à des documents de référence, afin que l'utilisateur ou l'installateur puisse déterminer la navigabilité du ou des éléments compte tenu des travaux à certifier. Si besoin est, un feuillet séparé peut être utilisé et référencé dans le corps du formulaire 1 de la DGAC. Chaque mention doit indiquer clairement à quel(s) élément(s) de la case 6 elle se rapporte. Exemples d'informations à saisir dans la case 12 :

- i) données d'entretien utilisées, y compris l'état et la référence de la révision ;
- ii) conformité avec les consignes de navigabilité ou bulletins de service ;

- iii) réparations effectuées ;
- iv) modifications effectuées ;
- v) pièces de rechange installées ;
- vi) état des pièces à durée de vie limitée ;
- vii) déviations par rapport au bon de commande client ;
- viii) déclarations de remise en service propres à satisfaire aux exigences d'entretien d'une autorité de l'aviation civile étrangère ;
- ix) informations nécessaires en cas de livraison partielle ou de remontage après livraison ;
- x) pour les organismes de maintenance agréés conformément à l'annexe V (Partie CAO-FR), le CRS d'éléments d'aéronef visé au point CAO.FR.070, selon le cas :

« Certifie que, sauf indication contraire de la présente case, les travaux indiqués à la case 11 et décrits dans la présente case ont été effectués conformément aux dispositions de l'annexe V (Partie CAO-FR) de l'arrêté du 8 juillet 2024 et que, au regard des travaux effectués, l'élément est considéré comme étant prêt à être remis en service. IL NE S'AGIT PAS D'UNE REMISE EN SERVICE AU TITRE DE L'ANNEXE II (PARTIE 145-FR) DE L'ARRETE DU 8 juillet 2024. »

En cas d'impression des données contenues dans un formulaire 1 de la DGAC sur support électronique, toute donnée n'ayant pas sa place dans les autres cases doit être saisie dans la présente case.

Case 13a : Cocher uniquement l'une des deux cases :

1. Cocher la case « Aux données de conception approuvées et sont en état de fonctionner en toute sécurité » si le ou les éléments ont été fabriqués en se fondant sur les données de conception approuvées et ont été jugés en état de fonctionner en toute sécurité.
2. Cocher la case « Aux données de conception non approuvées indiquées dans la case 12 » si le ou les éléments ont été fabriqués en se fondant sur les données de conception non approuvées applicables.

Indiquer les données figurant dans la case 12 [par exemple, en attente de certificat de type, pour essai uniquement, en attente de données approuvées.

Il n'est pas permis d'utiliser un même certificat pour des éléments différents mis en service sous couvert de « données de conception approuvées » et de « données de conception non approuvées ».

Case 13b : Signature autorisée

Cet espace est réservé à la signature de la personne autorisée. Seules les personnes dûment autorisées en vertu des règles et politiques de l'autorité compétente peuvent apposer leur signature dans cette case. Pour faciliter la reconnaissance, un numéro unique d'identification de la personne autorisée peut être ajouté.

Case 13c : Numéro de l'agrément/autorisation

Indiquer le numéro ou la référence de l'agrément/autorisation. Ce numéro ou cette référence sont délivrés par l'autorité.

Case 13d : Nom :

Indiquer lisiblement le nom de la personne qui appose sa signature dans la case 13b.

Case 13e : Date

Indiquer la date à laquelle la signature est apposée dans la case 13b, en respectant le format : jj = les 2 chiffres du jour, mmm = les 3 premières lettres du mois et aaaa = les 4 chiffres de l'année.

Case 14a

Cocher la ou les cases correspondant aux réglementations applicables aux travaux effectués. Si la case « Autres réglementations visées à la case 12 » est cochée, les réglementations de l'autre ou des autres autorités compétentes en matière de navigabilité doivent être indiquées à la case 12. Il y a lieu de cocher au moins une des deux cases.

Pour tous les travaux d'entretien effectués par des organismes de maintenance agréés conformément à l'annexe V (Partie CAO-FR) de l'arrêté du 8 juillet 2024, la case « Autres réglementations précisée en case 12 » doit être cochée, et le CRS inscrit dans la case 12. Dans ce cas, la mention « sauf indication contraire précisée en case 12 » est destinée à répondre aux situations suivantes :

- a) lorsque l'entretien n'a pas été entièrement mené à bien ;
- b) lorsque l'entretien effectué ne répond pas aux normes requises par l'annexe I (Partie M-FR) ou par l'annexe V (Partie CAO-FR) ;

c) lorsque l'entretien a été effectué conformément à une exigence autre que celle énoncée à l'annexe I (Partie M-FR) ou à l'annexe V (Partie CAO-FR); dans ce cas, il doit être précisé dans la case 12 quelle réglementation nationale s'applique.

Pour tous les travaux d'entretien effectués par des organismes de maintenance agréés conformément à l'annexe II (Partie 145-FR) de l'arrêté du 8 juillet 2024, la mention « sauf indication contraire de la case 12 » est destinée à répondre aux situations suivantes :

- a) lorsque l'entretien n'a pas été entièrement mené à bien ;
- b) lorsque l'entretien effectué ne répond pas aux normes requises par l'annexe II (Partie 145-FR) ;
- c) lorsque l'entretien a été effectué conformément à une exigence autre que celle énoncée dans l'annexe II (Partie 145-FR) ; dans ce cas, il doit être précisé dans la case 12 quelle réglementation nationale s'applique.

Case 14b : Signature autorisée

Cet espace est réservé à la signature de la personne autorisée. Seules les personnes dûment autorisées en vertu des règles et politiques de l'autorité peuvent apposer leur signature dans cette case. Pour faciliter la reconnaissance, un numéro unique d'identification de la personne autorisée peut être ajouté.

Case 14c : Numéro de certificat/d'agrément

Indiquer le numéro/la référence du certificat/de l'agrément. Ce numéro ou cette référence sont délivrés par l'autorité.

Case 14d : Nom

Indiquer lisiblement le nom de la personne qui appose sa signature dans la case 14b.

Case 14e : Date

Indiquer la date à laquelle la signature est apposée dans la case 14b, en respectant la structure suivante : jj = les 2 chiffres du jour, mmm = les 3 premières lettres du mois et aaaa = les 4 chiffres de l'année.

Responsabilités de l'utilisateur/installateur

Inscrire la mention suivante sur le certificat afin d'indiquer aux utilisateurs finaux qu'ils ne sont pas exonérés de leurs responsabilités concernant l'installation et l'utilisation de tout élément accompagné du présent formulaire :

« LE PRÉSENT CERTIFICAT NE CONSTITUE PAS UNE AUTORISATION AUTOMATIQUE D'INSTALLATION.

LORSQUE L'UTILISATEUR/L'INSTALLATEUR A EFFECTUÉ DES TRAVAUX CONFORMÉMENT À LA RÉGLEMENTATION D'UNE AUTORITÉ COMPÉTENTE EN MATIÈRE DE NAVIGABILITÉ DIFFÉRENTE DE CELLE INDIQUÉE DANS LA CASE 1, IL EST ESSENTIEL QUE L'UTILISATEUR/INSTALLATEUR S'ASSURE QUE L'AUTORITÉ DE NAVIGABILITÉ DONT IL RELÈVE ACCEPTE LES ÉLÉMENTS AGRÉÉS PAR L'AUTORITÉ MENTIONNÉE DANS LA CASE 1. LES DÉCLARATIONS INSCRITES DANS LES CASES 13A ET 14A NE CONSTITUENT PAS UNE CERTIFICATION D'INSTALLATION. DANS TOUS LES CAS, LE DOSSIER D'ENTRETIEN DE L'AÉRONEF DOIT CONTENIR UNE CERTIFICATION D'INSTALLATION DÉLIVRÉE CONFORMÉMENT AUX RÉGLEMENTATIONS NATIONALES PAR L'UTILISATEUR/INSTALLATEUR AVANT QUE L'AÉRONEF PUISSE DÉCOLLER. »